

Croissance et bien-être: que disent les indicateurs ?

Paul-Marie Boulanger, sociologue, président de l'Institut pour un développement durable.

1. Du nom de son président Joseph Stiglitz, elle est née d'une proposition de Nicolas Sarkozy le 8 janvier 2008. Elle est officiellement intitulée « Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social ».

On s'inquiète de la crise. Mais qu'est ce qu'une crise ? C'est un arrêt de la croissance économique. Et on se rend compte de plus en plus, à travers un certain nombre d'indicateurs, que cette croissance n'est plus synonyme d'accroissement de bien-être, de bonheur ni de quoi que ce soit qui corresponde à un objectif pour une société, à une concrétisation du concept de développement.

Mots clés : économie, croissance, développement, inégalités sociales de santé, déterminants de santé.

Nous sommes dans une période dite de crise. De grandes inquiétudes se manifestent parce que la croissance économique est en panne. C'est paradoxal parce que, en même temps, dans des milieux divers et dans plusieurs pays, au niveau le plus élevé, les effets bénéfiques de cette croissance sont mis en doute.

On peut prendre comme manifestation de ce paradoxe la mise sur pied de la commission Stiglitz¹ par le président Sarkozy. Le but de cette commission est de développer une « réflexion sur les moyens d'échapper à une approche trop quantitative, trop comptable de la mesure de nos performances collectives » et d'élaborer de nouveaux indicateurs de richesse. Un travail équivalent se fait au niveau de l'Organisation de coopération et de développement économiques - OCDE, en Grande-Bretagne et aussi en Belgique, notamment à travers le projet *well-being in Belgium* que je coordonne.

Mesurer le bonheur

Depuis les années 70, on se rend compte par différents indices que la croissance économique liée à la croissance du revenu et de la production a cessé d'être corrélative de l'accroissement d'un certain nombre d'autres indicateurs dont on pourrait considérer qu'ils nous renseignent sur l'état de bien-être de la population.

Par ailleurs, on sait aussi que cette croissance a un coût, notamment environnemental, de plus en plus important. Il n'est plus permis de mettre en doute que le réchauffement climatique et l'émission de gaz à effet de serre sont intimement liés à la croissance économique.

On se rend compte, de plus, que la croissance économique s'accompagne de coûts humains et sociaux croissants également, si bien qu'on en est à poser l'hypothèse, à démontrer de façon analytiquement approfondie, que les bénéfices de la croissance sont annihilés par les coûts de la croissance cumulés, environnementaux, humains, sociaux, et le stress qu'elle génère.

Sur quelles bases peut-on formuler cette hypothèse ? Sur base d'autres indicateurs. Pour le montrer, je vais partir d'un indicateur synthétique qui est proposé depuis peu par la *New economic foundation* qui est un bureau d'étude privé en Grande-Bretagne.



Ils ont travaillé à partir d'un indice qui nous intéresse parce qu'il est lié à la santé : l'espérance de vie. C'est également un indicateur objectif de bien-être. On peut dire qu'un des buts dans l'existence est d'avoir une belle vie longue, la plus longue possible. Et, bien sûr, une vie longue en bonne santé.

Formulé de cette manière, on a, d'une part, un indicateur objectif de ce que tout le monde recherche, vivre en bonne santé le plus longtemps possible. Et, d'autre part, ça suppose aussi de ressentir un sentiment de satisfaction dans la vie, de bien-être de bonheur. C'est un indicateur subjectif, tel que les individus le rapportent lorsqu'on les interroge. Et ça se fait tout à fait régulièrement, chaque année, dans un grand nombre de pays de la planète, de façon standardisée. On demande aux gens comment ils se situent en termes de satisfaction sur une échelle de 0 à 10 : dans l'ensemble, dans mon existence, je suis actuellement très satisfait, satisfait, pas satisfait du tout, etc.

L'indice synthétique proposé, au fond, c'est l'espérance de vie heureuse. Un nombre d'années qui correspond à l'espérance de vie multipliée par la moyenne des réponses à la question : 'Est-ce que je suis heureux ?'.

| | HLY | EF |
|------------|-----------------------|-----|
| Belgique | $78,8 * 7,6 = 598,9$ | 5,1 |
| USA | $78,5 * 8,5 = 667,25$ | 2,3 |
| Costa Rica | $77,9 * 7,9 = 615,41$ | 9,4 |
| Burundi | $48,5 * 2,9 = 140,65$ | 0,8 |

- HLY = Happy Life Years (espérance de vie * bien-être subjectif)
 - EF = Ecology Foot print

La Belgique, par exemple, a une espérance de vie de 78,8 ans, et la moyenne, sur l'échelle de 0 à 10, des réponses à la question 'êtes vous satisfait de la vie, de votre existence en général' est de 7.6. Ca donne un indice de 598,9.

Un autre exemple, c'est le Costa Rica, qui est le champion du monde de l'espérance de

vie heureuse. Avec une espérance de vie proche de la nôtre (78.5), et un niveau de satisfaction de la population très élevé.

Les Etats-Unis ont un indice un peu plus élevé que la Belgique. Un des indices les plus bas est le Burundi avec une espérance de vie de 48,5 ans et un indice de satisfaction déclaré extrêmement faible de 2,9, ce qui donne un indice global de 140,65.

Les ressources du bien-être

Ce qui nous intéresse à l'Institut pour un développement durable, c'est de mettre ces performances en rapport avec un indicateur d'efficacité environnementale, de pression environnementale, pour voir dans quelle mesure le mode de développement de ces différents pays, et du nôtre surtout, est efficace en termes de bien-être. Fait-on un bon usage des ressources rares, et principalement des ressources environnementales que nous consommons, pour produire du bien être ?

L'indicateur que nous allons prendre pour la pression environnementale est un indicateur que vous connaissez : c'est l'empreinte



écologique, *ecology food print*. On peut mettre en relation le HLY (*happy life years*, les années heureuses), et l’empreinte écologique.

Par exemple, la Belgique avec son indice HLY de 598,9 a une empreinte écologique de 5,1. Par contre, le Costa Rica, un indice de 667,25 et une empreinte écologique de 2,3.

En Belgique, on utilise 5,1 hectares pour produire un bien être, en *années heureuses*, de 598,9.

Le Costa Rica utilise moins de la moitié pour produire un bien-être bien supérieur.

Les États-Unis ont effectivement un indice de bien-être légèrement supérieur au nôtre, mais avec une consommation environnementale qui est une des plus élevée au monde. Le système américain est très peu efficace.

Le Burundi a une très faible pression environnementale mais aussi un très faible indice de satisfaction.

2. C'est-à-dire, à un âge où le niveau d'instruction est acquis et devient réellement discriminant.

Richesse et bien-être objectif

Le premier élément de notre indice est l’espérance de vie. Elle est très inégalement répartie sur la planète : les pays occidentaux et l’Australie ont une espérance de vie très élevée. Les pays émergents et l’Amérique latine, une espérance de vie intermédiaire, et toute l’Afrique sub-saharienne, une espérance de vie très faible. Mais, en fait, le lien avec le produit intérieur brut (PIB) par habitant n’est pas du tout évident.

Si on compare le PIB, on voit apparaître trois groupes de pays.

Un groupe de pays à faible revenu (entre 5.000 et 10.000 dollars par habitant par an de revenu moyen), à l’intérieur duquel on constate d’énormes différences d’espérances de vie. Il y a des pays qui, avec ce faible revenu, ont une très faible espérance de vie, et d’autres qui, avec le même revenu, arrivent à faire beaucoup mieux. Le Costa Rica, qui est à la limite, puis Cuba et l’Inde sont dans cette situation.

Le deuxième groupe de pays, avec un produit intérieur brut au delà de 20.000 dollars par habitant, présente une grande variation dans le revenu moyen (de 20.000 à 50.000 dollars), mais sans impact sur l’espérance de vie, puisque tous ces pays, qui sont ceux du monde occidental, de l’OCDE, ont, malgré ça, une espérance de vie proche.

Donc, finalement, le seul groupe de pays pour lequel on peut voir une certaine liaison entre revenu et espérance de vie, c’est le groupe intermédiaire. On observe là le signe d’une corrélation positive entre les deux variables. Cela signifie qu’en deçà d’un certain seuil, et au-delà d’un autre, ce n’est pas le revenu qui fait la différence de bien-être. Le bien-être n’est lié au produit intérieur brut que dans une fourchette relativement étroite.

Ces données cachent des inégalités intranationales qui restent importantes, non liées au revenu mais au statut social.

On peut comparer le niveau d’instruction (qui est un très bon indicateur du niveau social) avec l’espérance de vie. En Belgique, à l’âge de 25 ans², elle varie entre 48,1 années pour

L'espérance de vie dans le monde

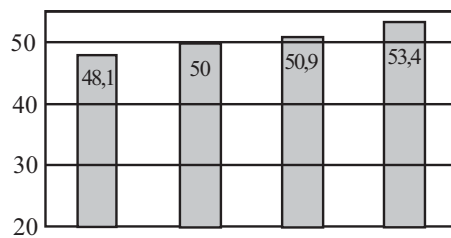




les gens qui n'ont pas atteint un niveau primaire, 50 pour ceux qui ont terminé leurs études primaires, 50,9 pour ceux qui ont atteint le niveau secondaire, et 53,4 pour ceux qui ont fait des études supérieures. Et si on considère l'espérance de vie en bonne santé, les différences sont encore plus flagrantes.

La comparaison du risque relatif de décès entre les locataires et les propriétaires montre aussi des différences significatives, sur le long cours. Le locataire belge a 65 % de chance

Espérance de vie à 25 ans en Belgique



Niveau d'éducation

de plus que le propriétaire de décéder entre 50 et 59 ans, 44 % de plus de décéder entre 60 et 69 ans, 22 % entre 70 et 79 ans, et 8 % entre 80 et 89 ans. Ce qui joue là, c'est la sécurité, sur l'ensemble de ce qu'on appelle le gradient social dans la santé.

Ce gradient social est le fait qu'au fur et à mesure que l'on s'élève dans la hiérarchie sociale, l'espérance de vie en bonne santé augmente. On a, bien entendu, souvent mis en avant les différences de revenu ou de comportement pour expliquer cette augmentation. On dispose d'études menées en Grande-Bretagne depuis la fin de la guerre, de façon continue, auprès de tous les fonctionnaires publics suivis médicalement par le service public. On a maintenant des données sur 40 ans, en suffisance pour maîtriser statistiquement un certain nombre de facteurs.

Ces études montrent que, *toutes choses égales*

par ailleurs, et à comportement égal, plus on est haut dans la hiérarchie, plus on est en bonne santé. On a pu mettre en évidence un facteur purement sociologique qui est celui d'être inférieur ou supérieur. Etre un inférieur se traduit, comme chez les singes, par une santé moins bonne, une espérance de vie plus faible.

Richesse et bien-être subjectif

La carte mondiale est différente. Les pays latino américains sont quasiment dans la même catégorie que les pays occidentaux de l'OCDE. Quand on met en relation la satisfaction, facteur subjectif, avec le revenu moyen par habitants, on retrouve également trois groupes de pays. Ce ne sont toutefois pas tout-à-fait les mêmes. On observe, entre 1.000 et 5.000 dollars, de grandes différences de satisfaction. On y trouve quasiment tous

Le bien-être subjectif dans le monde



Les pauvretés selon Max-Neef³

| Besoins | Pauvreté | Satisfacteurs |
|--------------------|--|---|
| Subsistance | pauvreté matérielle malnutrition maladie sans-abri | emploi, salaire, revenu logement, soins de santé |
| Protection | précarité insécurité civile risques environnementaux insécurité alimentaire | sécurité sociale justice police |
| Affection | solitude, isolement, exclusion | famille, relations sociales associations, fêtes |
| Compréhension | analphabétisme, illettrisme sous information | éducation, formation presse, culture |
| Participation | chômage exploitation « powerlessness » | emploi droits civiques et sociaux démocratie, association |
| Loisir, repos | harcèlement surcharge stress, bruit | temps libre silence calme, divertissements espace, culture |
| Création | ennui routine hyper conformisme | moyens d'expression qualification, savoirs |
| Identité | déracinement, dépersonnalisation humiliation, aliénation | statut social, liens sociaux, culture tradition |
| Liberté, autonomie | oppression, dépendance contraintes | droits civiques, indépendance auto-détermination |

3. Arthur Manfred Max-Neef (1932), économiste et environnementaliste chilien. Principalement connu pour son modèle de développement humain basé sur les besoins humains fondamentaux, membre honoraire du Club de Rome.

les pays de l'ancien bloc soviétique, les pays dit en transition et, à niveau de revenu équivalent, des pays comme le Ghana, les Philippines, le Bangladesh et l'Inde qui ont un niveau de satisfaction déclarée beaucoup plus élevé. De même, à partir d'un certain niveau de revenu, un groupe de pays où il y a de grosses différences de PIB/habitant, et peu de différence en termes de bien-être déclaré. On peut dire qu'à partir du revenu de 10 à 12.000 dollars par habitant par an, toute augmentation de revenu est nulle en termes de progrès du bien-être collectif.

Les jours heureux

Dans le cadre de l'Institut pour un développement durable, nous sommes chargés d'essayer de définir et proposer d'autres indicateurs qui nous permettent de voir si notre société va de l'avant, progresse. Personnellement, je travaille sur un indicateur qui porte sur le potentiel de jours heureux et se base sur la classification des besoins humains fondamentaux de Max-Neef³.

Chaque personne, dans la population, commence l'année avec 365 (ou 366) jours heureux potentiels. Et en fait, au bout de l'année, tous les 365 n'auront pas été heureux. Soit parce qu'on est mort, et que quand on est mort on ne peut pas être heureux car aucun de nos besoins ne sont satisfaits. Soit quand on a été hospitalisé parce que beaucoup de besoins ne sont pas satisfaits dans cette situation.

On peut retirer également les journées de chômage, et celles de pauvreté, parce que la pauvreté ne permet pas de satisfaire un certain nombre de besoins. On peut pondérer chacune de ces situations de malheur en fonction du nombre de besoins qui ne sont pas rencontrés. Bien entendu, le pire, c'est d'être mort, mais être en prison, par exemple, n'est pas beaucoup mieux. C'est comme être mort socialement. Les jours passés en prison ne sont pas, non plus, des jours heureux.

Stratégies de développement durable

Mais, s'ils sont indispensables, on ne peut pas se contenter de mesures et de constats. L'objectif du développement durable est de minimiser la part de capital naturel utilisé dans la fabrication du bien-être. Il s'agit d'améliorer le ratio entre capital naturel et bien-être. D'obtenir le maximum possible de HLY avec le minimum possible d'empreinte écologique de façon à ce que les générations qui nous suivent puissent elles aussi atteindre



un *HLY* satisfaisant avec ce qu'il restera des ressources. Il est nécessaire de les préserver dans cette perspective, et on en est loin. Il est possible de faire mieux que ce qu'on fait, en combinant trois stratégies.

La première consiste à minimiser l'utilisation du capital naturel dans la production et la distribution de marchandises et de services. C'est la stratégie d'efficacité. Il s'agit de fabriquer des marchandises plus efficaces écologiquement.

La seconde stratégie est la dé-marchandisation : consommer moins de marchandises pour satisfaire ses besoins. Satisfaire des besoins autrement que par des marchandises. C'est-à-dire par du lien social, du service public, etc.

La troisième stratégie est de diminuer la consommation quelle qu'elle soit. C'est la stratégie de la suffisance. Cela consiste à supprimer de sa propre consommation tout ce qui ne contribue pas vraiment au bien-être. C'est donc une démarche personnelle qui vise à découpler le bien-être de la consommation. Pour la plupart d'entre nous, mais pas, bien entendu, pour les populations qui vivent en-dessous du seuil de pauvreté, on consomme largement plus que ce qui est nécessaire à notre bien-être.

Une politique cohérente de consommation durable, à la mesure des enjeux, passe par le recours simultané (en proportion différente selon les domaines de consommation) à ces trois stratégies, dans les différentes sphères. Car on est face à trois institutions qui allouent des biens rares : l'état, la sphère autonome (la société civile, la famille) et celle du marché. Il s'agit d'optimiser chacune des institutions pour faire en sorte que chacune soit chargée de donner ce pour quoi elle convient le mieux. ●



L'empreinte écologique

L'empreinte écologique comptabilise la demande exercée par les hommes envers les « services écologiques » fournis par la nature. Elle mesure les surfaces biologiquement productives de terre et d'eau nécessaires pour produire les ressources qu'un individu, une population ou une activité consomme et pour absorber les déchets générés, compte tenu des technologies et de la gestion des ressources en vigueur. Cette surface est exprimée en hectares globaux (hag), c'est-à-dire en hectares ayant une productivité égale à la productivité moyenne.

La Terre couvre une surface totale de 51 milliards d'hectares. Seuls 13,6 milliards d'hectares sont biologiquement productifs : les champs cultivables, les forêts qui absorbent le gaz carbonique, les océans qui fournissent du poisson, etc. mais pas les déserts, par exemple, où rien n'est cultivable. Ces 13,6 milliards d'hectares sont donc à partager entre 6,8 milliards d'individus. Et cette population augmente jour après jour.

Si on faisait une répartition égale de la surface biologiquement productive de la Terre entre tous ses habitants, chacun de nous aurait donc « droit » à **2,1 hectares**. Si nous réservons un peu d'espace à la biodiversité, à la « nature sauvage », il reste moins de 2 hectares à chacun d'entre nous pour satisfaire ses besoins à long terme.

Or, en moyenne, chaque habitant de la Terre « consomme » déjà 2,7 hectares en 2005. L'empreinte écologique de la Belgique est la 17^{ème} plus grande empreinte au monde. Chaque Belge consomme en moyenne, par an, 5,1 ha de planète.

La métaphore souvent utilisée pour exprimer le résultat est de calculer quel serait le nombre de planètes nécessaires si le mode de vie et de consommation de telle ou telle population était appliqué à l'ensemble de la population mondiale. Cette « surface » métaphorique est virtuelle, mais elle traduit une réalité très concrète. Elle est de plus de quatre planètes pour le belge, en moyenne.

Sources : Institut bruxellois pour la gestion de l'environnement

